

Le ministre de la Défense de la Colombie évite d'assumer la responsabilité au sujet de la vague de violence



o

Bogota, 4 février (RHC) Le ministre de la Défense de la Colombie, Diego Molano, poursuit le discours qui évite de reconnaître la responsabilité des militaires dans la vague de violence dans le pays, rapportent aujourd'hui des médias locaux.

Dans une interview accordée au quotidien El Tiempo, Molano a évité de donner des réponses directes concernant l'assassinat de leaders sociaux et de défenseurs des droits humains, dont il n'a reconnu que 33 morts en 2021.

Cependant, l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz) a confirmé l'assassinat de 310 de ces acteurs sociaux au cours de l'année écoulée, tandis que des instances internationales comme

l'Organisation des Nations Unies signalent que la situation est due à l'inefficacité de l'État et des militaires.

Molano a également évoqué la méfiance des Colombiens à l'égard des militaires et des policiers à la suite des actes de répression violents enregistrés en 2021.

'(...) nous veillerons à ce que ces principes de transparence soient respectés et à ce que le respect des protocoles relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire soit renforcé'. Il n'a pas évoqué la dizaine de morts causées par les forces de l'ordre au cours de l'année écoulée.

Le ministre de la Défense, membre du parti de droite Centre Démocratique, auquel appartient également le président Iván Duque, a poursuivi sa politique consistant à rendre, les groupes armés illégaux et le trafic de stupéfiants, responsables de la violence en Colombie, et a confirmé que la lutte contre ceux-ci est la priorité de son portefeuille.

'(...) ils sont responsables de l'extorsion, du trafic de drogue, de la déforestation et de l'exploitation minière illégale. Leur démantèlement est vital et sera une priorité', a-t-il commenté.

Un grand nombre de ces groupes armés, en particulier les cartels de la drogue et les paramilitaires, ont pris le contrôle d'importantes régions rurales à la suite de l'Accord de paix de 2016, en vertu duquel les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, le groupe de guérilla le plus important du pays, ont été démobilisées.

La veille, Molano avait pris la tête du ministère de la Défense, une semaine après le décès de l'ancien ministre Carlos Holmes, causé par des complications liées au Covid-19.

Source prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/246680-le-ministre-de-la-defense-de-la-colombie-evite-dassumer-la-responsabilite-au-sujet-de-la-vague-de-violence>



Radio Habana Cuba